

Boutin veut présider

La députée apparentée UDF Christine Boutin s'est lancée fin septembre dans la campagne présidentielle en expliquant : "Je n'entrerai ni dans les oppositions de camps politiques, ni dans les oppositions de personnes, ni dans le jeu des petites phrases, ni dans la frénésie des négociations de soutien". Décidée à "faire une campagne de terrain, tant en France qu'à l'étranger", elle a dénoncé "le consensus et la pensée unique" qui sont "un grand danger pour la démocratie". Fin septembre la candidate anti-choix avait recueilli 300 signatures sur les 500 nécessaires. Gageons qu'elle trouvera parmi les 15032 maires ayant signé la pétition contre le PaCS. Et parions que sa candidature sera l'occasion de rappeler aux Français le rôle particulièrement anti-choix qu'elle joue depuis maintenant quelques décennies au sein du paysage politique de notre pays...



Immortalisée pour avoir tendu la Bible en direction du perchoir de l'Assemblée nationale depuis son banc de députée pendant les débats sur le PaCS, Christine Boutin a été l'une des élues les plus déterminées à faire échouer la reconnaissance d'un mode d'union pour les couples de même sexe. Intervenant au nom du groupe UDF, elle aura monopolisé le perchoir pendant cinq heures contre le projet de loi, non sans quelques lapsus. "Le PaCS n'a rien d'paisable..." entendu "baisable" au lieu de "paisible" fit largement glousser sur les bancs de la majorité. Plus sérieusement, la députée s'interrogera en ces termes : "Qu'est-ce donc que l'homosexualité, sinon l'impossibilité à atteindre l'autre dans sa différence sexuelle ? Et qu'est-ce que l'impossibilité d'accepter la différence, sinon l'expression de l'exclusion ?" Elle prédit également que "toutes les civilisations qui ont reconnu et justifié l'homosexualité comme un mode de vie normal ont connu la décadence". Au final, ce marathon anti-PaCS lui valut une notoriété sans précédent et une image relativement fanatique. Celle que l'on surnomme la "Madone des Yvelines" n'a pourtant connu la révélation divine que vers 1986, alors qu'elle était déjà députée. Depuis, sa foi côtoie le démon de la politique pour le plus grand bonheur des associations chrétiennes intégristes qui ont enfin trouvé une alliée de taille au sein du parlement français. Celle qui incarne mieux que personne un parcours politique à la façon des

élus des congressistes de la droite religieuse américaine, a très vite compris l'intérêt de mettre ses moyens parlementaires au service d'une cause partagée par les groupes d'intérêts proches de son électorat des Yvelines.

Politique dès l'enfance

Née le 6 février 1944, Christine Boutin a perdu sa mère à l'âge de cinq ans. Longtemps fille unique, elle devient un pur produit de ces "maudites" familles recomposées après que son père — arboriculteur en Touraine au chômage — se soit remarié et ait eu des enfants de ce second mariage. Christine Boutin raconte elle-même comment elle s'est fait à l'âge de quinze ans la promesse d'être élue, après que son demi-frère soit mort et qu'il n'y ait plus eu d'homme pour reprendre le flambeau de la politique familiale locale. Une ambition professionnelle qui ne l'a pas empêché d'avoir été très farouchement opposée au projet de loi sur la parité ni d'être profondément antiféministe. Après des études de droit à Assas et son mariage en 1967, elle est d'abord attachée de presse au CNRS puis journaliste au mensuel Dossier familial du Crédit agricole. Adhérente de l'UDF (elle a toujours voté à droite), elle se présente dans les Yvelines grâce au soutien de Raymond Barre (que Charles Millon lui a présenté). Chose plutôt rare, elle se permet de flirter avec des partis totalement divers sans jamais

souffrir de la moindre sanction (Front national, Mouvement pour la France, La Droite). Ses collègues sont régulièrement choqués par l'outrance de ses propos mais il faut croire que Christine Boutin a des appuis dont la droite ne saurait se priver.

L'appui du Vatican

Lors de la publication, en 1995, de l'encyclique *Evangelium vitae* (mode d'emploi de la pensée du Pape à destination des provies), le Pape la nomme consultant de la Sacrée congrégation Pontificale pour la famille, véritable centre nerveux de toute l'action provie internationale du Saint-Siège. Elle a donc un statut quasi identique à celui de diplomate du Vatican, ce qui est toujours ennuyeux pour une élue du peuple français. Dans l'hypothèse, même improbable, d'une guerre entre les deux États, l'attitude de Christine Boutin ne ferait aucun doute. Elle le dit elle-même : "je suis d'abord catholique avant d'être élue". Quand elle ne se rend pas à une manifestation anti-PaCS, la députée participe régulièrement à la Marche pour la vie, où elle faisait même partie des personnalités mises en avant aux côtés de Mme Jérôme Lejeune, et du Professeur Lucien Israël. Rares sont les associations provie qui n'ont aucun lien avec Christine Boutin. Notons qu'elle est présidente d'honneur du très sectaire et très homophobe Cercle de la cité vivante, "œuvre

chrétienne pour la défense contre les incitations à la perversion des mœurs". Elle fait également partie du comité de parrainage de la Trêve de Dieu de Claire Fontana.

L'Alliance pour les droits de la vie

Depuis 1994, l'essentiel de son activité associative est centralisé par une association directement sous sa coupe : l'Alliance pour les droits de la vie. Ce qu'elle décrit comme un Comité national d'observation et d'action" abrite la colonne vertébrale du principal réseau de lobby provie. En premier lieu, l'Alliance joue un rôle centralisateur dans les campagnes de courriers pétitions menées par le biais de ses Relais pour la Vie (réseau d'associations et individus provie) à l'encontre des minitels roses, de la pornographie dans les médias, du "mariage des homosexuels" ou encore de maisons d'éditions pour enfants comme l'École des loisirs accusés de pervertir les chérubins par ses livres abordant l'homosexualité ou le suicide. Récemment, l'Alliance vient d'ajouter une toute nouvelle méthode de lobbying à son actif. On se demandait qui étaient ces rangées entières de personnes âgées assistant aux débats dans les tribunes de l'Assemblée nationale et vers lesquelles Christine Boutin jetait sans cesse un regard complice. La réponse se trouve comme toujours au siège de l'Alliance pour les droits de la Vie où la secrétaire explique comment la présidente Christine Boutin invite depuis des années ses fidèles de l'Alliance à des chapelets où l'on prie pour l'âme des hommes politiques français "afin qu'ils protègent et qu'ils sauvent la vie et la famille"... Un rituel qui a lieu tous les mercredis à six heures

trente — à proximité de l'Assemblée ! Les fidèles n'ont qu'à s'inscrire auprès de l'attachée parlementaire de Christine Boutin. L'idée serait venue à la députée à l'occasion d'une réunion de prières des Frères de Saint-Jean à Boulogne organisée le 1er avril 1995 par le Cercle de la cité vivante. Et devinez l'âme de qui est au centre de toutes les prières des membres de l'Alliance pour la vie depuis des mois : Jean-Pierre Michel, le rapporteur du PaCS en personne !

Députée depuis 86 !

Plus sérieusement, on imagine à peine les dégâts anti-choix qu'est susceptible de provoquer Christine Boutin de son poste de députée. À la tête d'un groupe interparlementaire provie, baptisé Groupe parlementaire pour favoriser l'accueil de la vie, entre 1986 et 1998 grâce au soutien des députés du Front national, elle largement contribué à banaliser l'opposition à l'IVG au sein du parlement. Le 28 mars 1994, elle a par exemple demandé à Simone Veil d'engager des poursuites contre les IVG illégales. Des propositions de lois ont aussi été soumises. Ainsi, en 1990, quelques députés demandent la "création d'une commission d'enquête sur les procédés nouveaux permettant l'avortement et les moyens mis en œuvre pour en contrôler l'utilisation". Dans l'exposé des motifs, ils se présentent comme "adversaires du RU 486" et expliquent qu'ils souhaitent "apprécier les éventuels effets négatifs pour la santé des

femmes de chacun des procédés abortifs". Autre action, celle visant à inciter les chefs de la droite à envisager d'amnistier les personnes reconnues coupables de commando anti-IVG.

Anti-IVG, anti-PaCS, anti-choix

En mai 1995, Jacques Toubon, ministre de la Justice du gouvernement Juppé et opposant de longue date de la loi Neiertz, prépare un projet d'amnistie présidentielle pouvant inclure leur grâce tout en expliquant vouloir créer "un équilibre entre ceux qui se battent pour ou contre l'avortement". Lorsqu'elle passe à l'Assemblée, le 21 juin, l'amnistie est sévèrement critiquée par le PS, le PC et quelques élus de la majorité, soutenus par la CADAC, le Planning familial, et des Verts. Le gouvernement cède et propose alors de revenir sur le texte et d'exclure les assaillants de l'amnistie. Au moment du passage au Sénat, le 17 juillet, Christian Bonnet, François Blaizot, Jean Chérioux, Luc Dejoie et Charles Pelletier présentent un amendement au texte de

Pendant le PaCS, les amis de Christine Boutin priaient pour l'âme de Jean- Pierre Michel

l'amnistie qui réintègre les assaillants, présentés comme de simples manifestants. Une manifestation de l'Union pour la vie, aux abords du Luxembourg soutient leur démarche.

Malgré la présence de féministes dans la tribune et l'opposition des députés communistes, l'amendement est adopté et renvoyé à une commission paritaire qui réunit des députés et des sénateurs. Celle-ci exclut finalement les commandos de l'amnistie mais affirme qu'il faut sanctionner plus sévèrement l'avortement et retourner à une application stricte de la loi, c'est-à-dire condamner ceux qui incitent à l'avortement et qui ne découragent pas assez les femmes d'avorter. Le Planning familial est clairement visé.

Très attendue sur toutes les questions éthiques, Christine Boutin aura au moins retenu une leçon de son échec contre le PaCS : ne jamais sous-estimer la question de l'image en politique. Quelques mois après le passage du texte et avoir été considérablement marginalisé, même au sein de son propre parti, la députée s'est refait une sorte de virginité en prenant toute la droite à contre-pied sur le thème des prisons, où tout le monde s'accorde à dire qu'elle fait preuve d'une grande compassion.

C'est dire tout ce qu'il y a à craindre de sa candidature aux présidentielles. •

F. Venner

